

## « Les limites du gouvernement "curatellisé" et son impuissance à œuvrer pour le "Chemin d'Avenir" ! »

---



Monsieur Sassou Nguesso doit revêtir les habits de Président de la République, et non ceux du chef de l'Etat PCT/RMP, sans quoi les limites étroites du gouvernement nouveau exprimeront de fait son impuissance conceptuelle à œuvrer de façon véritable à son "Chemin d'Avenir" !

Ces derniers mois, le gouvernement nouveau se lance dans un jeu dangereux qui est loin des promesses du candidat Sassou Nguesso à sa propre succession et de l'ambition du Président de la République à faire « *passer le Congo de l'espérance retrouvée à la prospérité soutenue* » qu'il a exprimée lors de son serment d'investiture du 14 août dernier. Là réside l'intersection de nos pensées en regardant l'avenir dans la même direction, peu importe les actions passées des uns et des autres. C'est cela la vie, se tourner inexorablement vers l'avènement immédiat de cet avenir rapidement plus radieux pour tous car nous sommes toutes et tous les filles et les fils de ce pays, notre Congo na biso de qui naîtront toutes les futures générations. C'est que je suggérais par la formule « *Ensemble, construisons l'avenir pour un Nouveau Congo pour une Afrique Nouvelle* ». C'est exactement ce que dit le Président de la République quand il déclare dans le serment d'investiture que « *l'avènement du nouveau Congo auquel nous aspirons tous, sachez-le, dépend de votre engagement et de votre détermination à accompagner la mise en œuvre des ambitions révélées dans le Chemin d'Avenir. Le Congo de la 2<sup>ème</sup> décennie du 3<sup>ème</sup> millénaire sera ce que vous voudrez qu'il soit. Par votre comportement, votre intelligence et votre effort, vous engendrez ce nouveau Congo, havre de paix et de prospérité pour tous* ».

La question de fond qui se pose à nous tous est de savoir si le gouvernement actuel est en mesure de comprendre et de mettre en œuvre cette autre politique présidentielle. Ce gouvernement, est-il celui que les citoyens du Pays dans leur grande majorité attendaient ?

Le fait que les ministres du nouveau gouvernement sont les mêmes que ceux que le Président élu a condamné fermement lorsqu'il nous dit « [] *Changez donc de mentalités. Laissez choir à jamais les mentalités d'assistés, de profiteurs, de personnes en quête perpétuelle de passe-droits et autres facilités. Adoptez des comportements nouveaux et dignes. Adonnez-vous désormais à la rigueur du gain mérité et non aux délices trop faciles et honteux de la magouille. Convertissez-vous à la religion du travail bien fait. Visez tous et pour tout l'excellence. Jetez bas la médiocrité, la tricherie et toutes les autres anti-valeurs. Je ne surprends personne en affirmant qu'en dépit de nos efforts multiformes, notre pays n'est pas encore, hélas, exempt de corruption, de concussion, de fraude, de détournement de deniers publics et d'autres actes tout autant répréhensibles que néfastes à l'accomplissement du bonheur collectif. Ici, ce sont les gouvernants qui sont interpellés. Qu'il soit clair pour tous que le peuple ne veut pas et ne doit pas être conduit sur le "Chemin d'Avenir" par des dirigeants sans scrupule ni vertu. De même que le peuple ne veut plus et ne doit plus être mené par des hommes qui ne donnent pas le meilleur d'eux-mêmes pour le servir* » pose de façon précise les limites de la bonne volonté présidentielle et par conséquent un aveu de quasi impuissance de son gouvernement à œuvrer pour la paix civile ; d'où la tentation dangereuse dont l'enjeu pervers aboutirait à une nouvelle guerre contre les civils dans le Pool. Autrement dit, la volonté du gouvernement actuel à désorganiser à nouveau la région du Pool est un aveu de l'impuissance du Président et de son gouvernement puisqu'il en est le Premier ministre. En

d'autres termes, si jamais ce jeu dangereux devait se jouer, c'est le Président de la République qui seul serait responsable car n'a-t-il jamais dit qu'il souhaitait des élections libres et transparentes, c'est-à-dire renoncer à tout jamais l'usage des armes de guerre contre les civils ? Est-ce finalement pour punir les électeurs de s'être abstenu massivement de manière responsable ? Pourquoi y aurait-il un tel revirement si ce n'est pour masquer son impuissance devant la tâche quand il énonce « *Je veillerai donc avec davantage de rigueur à ce que les personnes que je nomme aux différentes fonctions d'Etat soient exemplaires et de bonne éthique, capables de faire respecter, au nom de l'autorité impartiale de l'Etat qu'elles incarnent, les lois et les règlements de notre pays. Tout manquement, toute faiblesse m'amènera à en tirer les conséquences. Telles sont aussi les exigences du Chemin d'Avenir.* » Dont acte qui vaut de droit !

Quand le pouvoir d'un seul devient une condition de la paix, cela vaut tant que la magistrature suprême dispose de la volonté et de la santé pour imposer sa loi martiale ; mais dès que surgit la moindre défaillance du chef de la nomenclatura, les loups s'épient sans pardon et sont prêts à dévorer le chef qu'ils croient chancelant parce que devenu *globe-trotter* ! En sont-ils arrivés là au sein du PCT/RMP ? Si oui, c'est grave pas tant pour le chef, à savoir le Président de la République, que pour les citoyens congolais ! Que le journal *Le Réveil des Consciences* titre « *Un gouvernement de quatre Barons pour quel baromètre dans la lutte de succession ?* » semble prémonitoire et prouver que les "barons" n'acceptent que l'épreuve de force et ne sont pas encore aptes à intégrer les préceptes altruistes de la démocratie du Peuple pour lui-même !

La disparition des génies politiques de notre pays, depuis Fulbert Youlou, Jacques Opangault, Félix Tchicaya, etc., procède de causes très diverses telles l'absence de considération politique pour les vrais intérêts du Peuple et non ceux des barons chassant en horde, l'esprit d'adulation confinant à la flatterie et procédant du honteux caractère de servitude qui amène la malignité et qui plaît par un faux air d'indépendance, surtout la défiance du chef à l'égard des barons, ce qui peut susciter la haine du pouvoir. Dominés et dominants, tous oublient la postérité sacrée - nos enfants et les générations à venir - devant cette éternité qui nous transcende malgré nous !

Comment faire pour s'en sortir et que le Président de la République ne perde pas la face vis-à-vis du Peuple Souverain qui s'est exprimé de manière responsable lors des dernières élections présidentielles, quoique tronquées, et qui ont sanctionné sans appel ses mauvais conseillers ? La Constitution de janvier 2002 ne permet pas au Président d'ouvrir le jeu politique sans qu'il entraîne de fait un reniement tant du Président que de ceux qu'il pressentirait même de façon informelle ; cette situation exceptionnelle de quasi-blocage qui prévaut dans notre *Congo na biso*, n'appelle-t-elle pas un dépassement de tous en revenant à la Constitution de mars 1992 ?

Telles sont les questions auxquelles des réponses positives doivent être apportées par tous afin que le projet présidentiel "Le Chemin d'Avenir" devienne commun à nous tous dès lors que le Président de la République lui-même nous y incite en déclarant clairement sans ambiguïté que « *chacun sait que le combat supérieur consiste en la lutte contre la pauvreté, contre le sous-développement en général ; que, moderniser le Congo, c'est le libérer des contraintes de tous genres qui l'empêchent d'avancer au bon rythme sur le chemin du mieux-vivre et du mieux-être de ses citoyens* » ; donc, quelle est cette contrainte fondamentale qui annihile la volonté du Président pour agir à sa guise et mettre en place un réel gouvernement d'ouverture d'Union Nationale où toutes les composantes de la vie politique se retrouveraient de façon positive ? Le "Chemin d'Avenir" peut devenir un "Chemin d'Aventures" comme le disent déjà de bonne foi les Congolais au vu de la composition du gouvernement nouveau décalqué sur l'ancien !

Au cours du point de presse du 9 juin 2009, je soulignais que « *le Président Sassou Nguesso a l'impérieux devoir de nous conduire vers cette nouvelle République, vers ce nouveau Congo* » ; autrement dit réaliser une course de relais 6 x 100 m dont l'objectif consiste à passer le témoin d'un coureur à l'autre, de la 1<sup>ère</sup> République à la 6<sup>ème</sup> à construire ! Telle est l'histoire de la construction de notre *Congo na biso* ; chacune des grandes périodes ou époques de notre histoire correspond à une distance parcourue dans cette course de relais. Certains des acteurs de ces périodes sont encore là, il faut les encourager à écrire l'histoire de notre pays afin qu'ils se libèrent du poids qui peut accabler chacun de nous. C'est une nécessité et une obligation d'éclairer nos jeunes. Le Président Abbé Fulbert Youlou, Jacques Opangault, Félix Tchicaya, Prosper Gandzion, entre autres ont pris la ligne de départ de la course avec les imperfections que d'aucuns qualifient d'erreurs de l'enfant avec la 1<sup>ère</sup> République. Arrivés à la section qui leur était impartie, le commandant Raoul prit le témoin pour 48 heures environ, le temps que tout le monde se mette d'accord pour Alphonse Massamba-Débat au détriment de Paul Kaya pour préserver l'unité du pays.

Dans ce tour de relais caractérisé par les turbulences de l'adolescent qui croit tout savoir en montrant le fleuve à son Père, le Président Alphonse Massamba-Débat sera accompagné de Pascal Lissouba suivi d'Ambroise Noumazalaye ! Après le complot de jeunes officiers, le capitaine Poignet prendra le témoin pour moins de 72 heures, le temps que le capitaine Marien Ngouabi, qui passe rapidement commandant, prenne la tête. Ainsi naquit la 3<sup>ème</sup> République qui devient un jeune adulte dont l'arrogance permit à plusieurs têtes de file d'être le relayeur sans jamais y parvenir. Après le commandant Marien Ngouabi, le premier à prendre le témoin fut le colonel Denis Sassou qui le transmit presque aussitôt au général Yhombi Opango et peu après le remit à Denis Sassou devenu entre-temps général.

Pour réinitialiser le système d'investiture présidentielle, la Conférence Nationale Souveraine décida d'un nouveau départ. Le Président Sassou Nguesso, le Premier ministre André Milongo et le Président intérimaire du parlement Mgr Ernest Nkombo eurent la responsabilité de redessiner le contour de la piste. Avec la 4<sup>ème</sup> République, Pascal Lissouba, Bernard Kolélas, Denis Sassou Nguesso reprirent la course. Le Président Pascal Lissouba prit le départ en compagnie de Stéphane Bongo-Nouarra, Yhombi Opango, Charles Ganao et Bernard Kolélas qui, après maintes turbulences, repassèrent le témoin au général d'Armées Denis Sassou Nguesso avec la 5<sup>ème</sup> République.

Aujourd'hui quoiqu'on fasse ou que l'on dise, le Président Sassou Nguesso devra passer un jour le témoin pour une 6<sup>ème</sup> République dont les contours ne sont autres que ceux du Congo Nouveau dans une Afrique Centrale Nouvelle. Telle est notre destin commun afin que l'œuvre commencée par nos Pères-Fondateurs de la République Une et Indivisible, proclamée le 28 Novembre 1958 à Pointe-Noire, se parachève par la mise en place de notre marché intérieur et la création des Etats-Unis de l'Afrique Centrale. Tel est le souhait profond du Peuple, comme le souligne à dessein le Président Sassou Nguesso : « *Ainsi vous est restitué, dans les grandes lignes, le "Chemin d'Avenir", qui est appelé à faire passer le Congo de l'espérance retrouvée à la prospérité soutenue. C'est désormais le projet de tout le pays. C'est votre projet* » ; nous atteindrons alors là, la Liberté et l'Excellence qui consistent à construire notre *Congo na biso* et la démocratie pluraliste ; ce sont là les habits que le Président de la République doit revêtir pour engager effectivement le Pays dans la voie indiquée lors du serment d'investiture, celle du Nouveau Congo et faire que le "Chemin d'Avenir" ne devienne pas une voie de garage. Voir une utopie de plus !

**Modeste BOUKADIA - le 20 octobre 2009**  
**Ancien candidat déclaré à la Présidence 2009**